

ÉLECTIONS LÉGISLATIVES JUIN 1988

6e CIRCONSCRIPTION

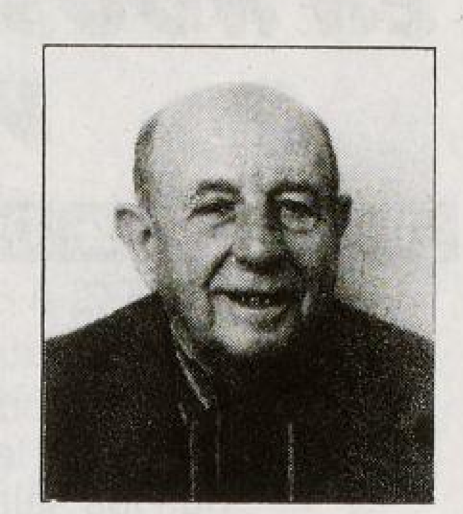
Marius PAPI

Maire de Gattières

Suppléant :

Albert CUGGIA

Syndicaliste agricole



CANDIDATS DE RASSEMBLEMENT DES FORCES DE GAUCHE

présentés par le **PARTI COMMUNISTE FRANÇAIS**

Madame, Mademoiselle, Monsieur,

Au terme d'une campagne extrêmement courte, une nouvelle Assemblée nationale va être élue. Pour accomplir quelle politique ? A l'évidence, pour accélérer l'intégration de la France dans l'Europe de 1992 avec toutes les conséquences prévisibles que cette échéance va entraîner : atteintes aux droits des travailleurs, à la Sécurité sociale, aux statuts des salariés des grandes entreprises, des services et de la fonction publique, à la retraite à 60 ans.

Accroissement de la précarité et de la mobilité de l'emploi, du déclin de la formation, de la recherche, de l'enseignement, du recul de notre agriculture et de notre industrie ; ces deux secteurs particulièrement touchés dans notre 6e circonscription.

Il est facile d'évaluer les conséquences de l'ouverture des frontières en 1992 quand on observe les attaques dont sont l'objet les travailleurs dans les entreprises de notre secteur : **O.P.A. multiples sur Télémécanique,** sans aucune considération pour le personnel employé, licenciements en nombre dans les zones artisanales et industrielles de **Carros, Saint-Laurent-du-Var, Villeneuve-Loubet,** ou dans le commerce comme aux **Nouvelles Galeries Cap 3000.**

La nouvelle vague de 227 licenciements à la **Texas-Instruments France** sur le site de **Villeneuve-Loubet** va se traduire par près de 500 emplois supprimés depuis 1986 dans cette entreprise dont le but est de devenir exclusivement un centre de recherche au détriment de la production transférée notamment au Portugal et aux Philippines.

Exposés de plein fouet à une concurrence sauvage et déloyale, les agriculteurs constatent chaque année la dégradation de leurs revenus. Voilà la triste réalité de l'élargissement du Marché commun auquel seuls les communistes et leurs députés se sont opposés.

Pour atteindre ces objectifs de casse et de démantèlement accéléré de notre tissu économique, le futur gouvernement aura besoin de s'appuyer sur un large consensus des forces politiques opposées à tout changement réel dans notre pays. De ce fait — et chacun de vous est à même de s'en rendre compte —. Il s'agit à l'occasion de ces élections législatives anticipées de créer les conditions d'une alliance durable entre le Parti socialiste et la droite.

Un gouvernement comprenant des ministres de droite n'a jamais pratiqué et ne pratiquera jamais une politique de gauche.

Le 8 mai, la route a été barrée au candidat de la droite et de l'extrême droite à la présidence de la République. Nous y avons contribué. Il vous appartient maintenant de choisir des défenseurs sûrs de vos intérêts, de faire entendre votre voix.

Le 5 juin, le vote en notre faveur va permettre à toutes celles et à tous ceux qui sont mécontents du sort qui leur est fait, d'exprimer haut et fort leur sentiment, de condamner l'austérité, le sacrifice de l'emploi, les atteintes aux libertés, le surarmement, le déclin national.

Chaque voix qui se portera sur mon nom et celui de mon ami Albert Cuggia sera une voix qui appuiera nos propositions en faveur du progrès social, national, et démocratique et qui exprimera une ferme volonté de changement politique plus nécessaire que jamais.

Le Parti communiste, adversaire résolu (comme en atteste toute son histoire) de la droite et l'extrême droite ne ménagera pas ses efforts pour organiser le rassemblement des forces de gauche.

Plus les Alpes-Maritimes s'enfoncent dans le déclin économique, plus elles deviennent un terreau fertile pour la droite et l'extrême droite. Il faut résister et préparer l'avenir avec la seule force sur laquelle vous pouvez compter, le Parti communiste, ses élus, ses militants.

En nous accordant votre confiance, vous vous donnerez davantage de force et de vigueur pour défendre vos conditions de vie et de travail, pour assurer votre avenir et celui de vos enfants.

Veuillez agréer, Madame, Mademoiselle, Monsieur, l'assurance de nos sentiments dévoués.

Marius PAPI

Vu les candidats

EN NOUS ACCORDANT VOTRE CONFIANCE VOUS DIREZ AVEC NOUS :

IL FAUT PLUS DE JUSTICE

- S.M.I.C. à 6 000 F - 3 000 F par mois aux plus démunis
- Augmentation des retraites
- Rétablir tous les droits des assurés sociaux
  Equilibrer les comptes de la Sécurité sociale en taxant les revenus financiers au même taux que les salaires
- Limitation des charges pesant sur les exploitations familiales agricoles
- Baisse de 10 % des loyers et des charges grâce à la diminution de 1 % du taux des intérêts des emprunts pour les H.L.M.
- Impôt sur les grandes fortunes rapportant 20 milliards de francs.

DES LIBERTES POUR TOUS ET PARTOUT

- Non aux licenciements sans reclassement
- Annulation des sanctions frappant les militants syndicalistes
  Pluralisme réel des médias
- Non à la haine, à la violence, au racisme.

DES EMPLOIS

- Transformation des emplois précaires, des T.U.C. (travaux d'utilité collective) en emplois stables
- Reconquête du marché intérieur (machine-outil, informatique, horticulture, etc.)
- Protection de nos productions et lutte contre les importations abusives (fleurs, mouton, produits fruitiers et maraîchers, etc.)
- Coopération entre Sophia-Antipolis, l'Université de Nice et les assemblées élues pour le développement d'activités économiques, industrielles, agricoles dans les Alpes-Maritimes et au niveau régional
- Modernisation de la ligne Nice-Digne
- Création d'un port de commerce.

LA PROTECTION DE L'ENVIRONNEMENT ET DU CADRE DE VIE

- Renforcement des mesures de prévention contre les incendies : création de pistes pare-feux, aide au débroussaillement, construction de citernes, moyens accrus pour les sapeurs-pompiers
- Lutte contre les nuisances de toute sorte, la pollution chimique (dépôt de produits toxiques, décharges), le bruit dans les agglomérations.

LA PAIX... POUR L'ECOLE, POUR LA VIE

- Affectation, en 88, à l'école et à la formation de 40 milliards prélevés sur le budget du surarmement
- Zéro arme nucléaire dans le monde en l'an 2000
- Sanctions contre le régime d'apartheid.

NE PAS SACRIFIER LA FRANCE A L'EUROPE

- Non à la soumission de la France qu'on veut déposséder de ses avancées économiques, sociales, progressistes
- Oui aux coopérations avec les pays de la C.E.E. (Communauté économique européenne), avec tous les pays sur la base d'avantages réciproques
- Non à l'abandon de notre souveraineté nationale et de notre identité culturelle, oui à l'amitié entre les peuples.

SEPIPCA 93.54.93.74